

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>64</b>	<b>16</b>

N° de la séance : 13

Objet de la délibération: Direction  
Développement de la Technopole Sophia  
Antipolis - Centre National de la  
Recherche Scientifique - Convention  
cadre de partenariat 2021-2025

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services  
  
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.084

Date de la convocation :  
**Le 29/06/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 juillet 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LEONETTI,**

La CASA, dans le cadre de ses compétences en développement économique, est en charge notamment de l'accompagnement et du développement des activités économiques de recherche et d'innovation existantes du territoire, de leur rayonnement au niveau national et international pour favoriser la création d'emplois et le dynamisme économique local.

Le CNRS, sur le site Côte d'Azur, est basé à Sophia Antipolis et comprend 28 unités de recherche et de service et 7 groupements de recherche sur la Côte d'Azur regroupant 1 260 chercheurs et 703 doctorants et post-doctorants. Le CNRS Délégation Côte d'Azur est un acteur clé de la recherche et de l'innovation sur la Côte d'Azur avec 84 brevets déposés depuis 2010 dans des domaines très variés comme la biologie, la chimie, les sciences humaines et sociales, l'environnement, l'ingénierie et systèmes, la physique, les sciences de l'univers et 59 startups créées depuis 2010.

Par ailleurs, le CNRS contribue très fortement à la recherche partenariale et à la fertilisation croisée sur le territoire, par sa capacité de transfert technologique vers les entreprises et le monde socio-économique à travers divers dispositifs comme des laboratoires communs, contrats de partenariat de recherche, créations de start-ups, projets de recherche nationaux et européens.

Dans ce contexte, il paraît nécessaire de renforcer la stratégie partenariale entre la CASA et le CNRS pour appuyer d'une part la politique de site du CNRS, et pour participer d'autre part à la fois au développement économique et au marketing territorial de la technopole de Sophia Antipolis.

Ce partenariat prévu sur la période 2021-2025 visera ainsi à :

1. Soutenir la communication des activités scientifiques du CNRS Délégation Côte d'Azur sur le territoire de Sophia Antipolis à travers l'échange, le partage et la diffusion d'informations ;
2. Sensibiliser le grand public et les acteurs économiques aux sujets de recherche, aux projets, structures et laboratoires du CNRS Délégation Côte d'Azur sur le territoire de la CASA ;
3. Soutenir la création et le développement de projets collaboratifs en partenariat avec les acteurs économiques et académiques du territoire ;
4. Contribuer activement au rayonnement du territoire à travers la thématique Intelligence Artificielle (I.A.).

CONSIDERANT que la CASA et le CNRS mènent tous deux une politique de soutien à la recherche et à l'émergence d'innovations à Sophia Antipolis sur nombre de thématiques communes tout en favorisant une forte prise en compte de la collaboration entre les acteurs académiques et les acteurs économiques du territoire ;

Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la convention cadre de partenariat, conclue pour une durée de cinq ans sur la période 2021-2025 avec le CNRS, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention cadre de partenariat, conclue pour une durée de cinq ans sur la période 2021-2025 avec le CNRS, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 juillet 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2021;

Ci-après désignée **CASA**

### ET

**LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, Etablissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange - 75794 PARIS Cedex 16, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT,

Ci-après désigné le « **CNRS** »,

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Dans le cadre de ses missions liées à la fois l'attractivité et au rayonnement du territoire au niveau national et international mais également au soutien à la création de startups innovantes sur la technopole de Sophia Antipolis et à leur croissance, la CASA soutient tout particulièrement les acteurs de la recherche et de l'innovation implantés sur son territoire.

Le CNRS, organisme pluridisciplinaire, offre du fait de son statut d'établissement public national présent en Région et de son ouverture internationale, un accès à des dispositifs et compétences scientifiques et technologiques de haut niveau.

Le CNRS est organisé en unités mixtes avec ses partenaires universitaires et des établissements sur l'ensemble du territoire.

Il a notamment pour missions :

- D'identifier, d'effectuer ou de faire effectuer, seul ou avec ses partenaires, toutes recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays,
- de contribuer à la valorisation des résultats de ces recherches,
- d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche,
- de participer à l'analyse de la conjoncture scientifique nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution en vue de l'élaboration de la politique nationale dans ce domaine.

Pour l'accomplissement de ces missions, le CNRS peut participer à des actions menées en commun avec les collectivités locales ou d'autres organismes publics ou privés, français ou étrangers.

Le CNRS sur le site Côte d'Azur, est basé à Sophia Antipolis, et comprend 28 unités de recherche et de service et 7 groupements de recherche regroupant 1 260 chercheurs et 703 doctorants et post-doctorants. Le CNRS est un acteur clé de la recherche et de l'innovation sur la Côte d'Azur avec 84 brevets déposés depuis 2010 dans des domaines très variés comme la biologie, la chimie, les

sciences humaines et sociales, l'environnement, l'ingénierie et systèmes, la physique, les sciences de l'univers et 59 startups créées depuis 2010.

Le CNRS sur le site Côte d'Azur contribue très fortement à la recherche partenariale et à la fertilisation croisée sur le territoire depuis son implantation au début des années 1990 à travers des collaborations entre ses laboratoires et des acteurs clés de la recherche comme UCA, INRAE, Inria, Mines ParisTech et de l'innovation comme la SATT Sud Est, les incubateurs d'entreprises innovantes et les pôles de compétitivité de la région. Le CNRS est reconnu pour sa capacité de transfert technologique vers les entreprises et le monde socio-économique à travers divers dispositifs comme des laboratoires communs, contrats de partenariat de recherche, créations de start-ups, projets de recherche nationaux et européens.

La CASA et le CNRS mènent tous deux une politique de soutien à la recherche et à l'émergence d'innovations à Sophia Antipolis sur nombre de thématiques tout en favorisant une forte prise en compte de la collaboration avec à la fois les acteurs académiques et les acteurs économiques du territoire.

Il est ainsi apparu nécessaire de renforcer la stratégie partenariale des deux Parties en appuyant d'une part la politique de site du CNRS pour la CASA et en participant d'autre part à la fois au développement économique et au marketing territorial encouragé par la CASA sur la technopole de Sophia Antipolis pour le CNRS. Pour ce faire, il convient de fixer dans une convention-cadre les principes de base de cette stratégie partenariale et les conditions de la mise en œuvre de celle-ci.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la CASA et le CNRS s'engagent à collaborer étroitement dans le but de renforcer l'écosystème de l'innovation et de la recherche de la technopole de Sophia Antipolis d'une part dans son rayonnement et d'autre part dans ses interrelations.

#### **ARTICLE 2 : NATURE ET MODALITES DE LA COLLABORATION**

Cette collaboration sera construite autour de quatre axes principaux :

1. Soutenir la communication des activités scientifiques du CNRS sur le territoire de Sophia Antipolis à travers l'échange, le partage et la diffusion d'informations:
  - Sur les actualités du CNRS (récompenses, recherche d'excellence, brevets, découvertes majeures...). A cette fin, la CASA sera abonnée à la lettre hebdomadaire du CNRS. Le CNRS relayera toute information utile pour alimenter régulièrement la stratégie de communication digitale de Sophia Antipolis (ex : articles pour le site Internet de Sophia Antipolis, relai des publications sur les réseaux sociaux, etc.),
  - Relatives aux laboratoires, leur personnel, leurs spécialités, spécificités, reconnaissances internationales et travaux de recherche en cours afin que la CASA ait une vision aussi précise que possible de l'écosystème de recherche de la technopole,
  - Participation du CNRS à la création de l'annuaire des plateformes technologiques coordonné par UCA et EUROBIOMED à travers notamment l'identification le listing des plateformes technologiques des laboratoires du CNRS;
  - Sur les projets d'investissement immobilier et recherche en particulier dans le cadre du Contrat d'Avenir qui concernent des établissements situés sur le territoire de la CASA, les fiches détaillées et l'avancement semestriel de ces projets dans le cadre des conventions de partenariat financier avec la CASA ;
  - Partage du calendrier des conférences organisées par le CNRS avec la CASA et inscription des événements dans la rubrique calendrier du site internet de la

technopole ([www.sophia-antipolis.fr](http://www.sophia-antipolis.fr)) à destination des acteurs économiques du territoire (startups, grands groupes, PME, associations...).

2. Sensibiliser le grand public et les acteurs économiques aux sujets de recherche, aux projets, structures et laboratoires du CNRS sur le territoire de la CASA à travers :
  - i. L'organisation ou la contribution à des événements ouverts au grand public et aux acteurs de la technopole, en particulier :
    - Participation du CNRS au Village des Sciences organisé annuellement à Antibes par la CASA ;
    - Participation aux événements de médiation scientifique organisés par les associations soutenues par la CASA (ex : Azur Sciences, Recherche et Avenir...), actions de sensibilisation auprès des publics scolaires (notamment avec la Maison de l'Intelligence Artificielle) ;
    - Actions de sensibilisation et de médiation dans les médiathèques de la technopole selon un programme à établir annuellement (exemple : expositions, causeries, escape games...) ;
    - Organisation d'événements de sensibilisation aux travaux de recherche (conférences, Pint of Science) pour favoriser la rencontre entre chercheurs et grand public (dont acteurs économiques) ;
    - Participation à la réflexion sur le programme d'animations du futur Pôle de l'Innovation, porte d'entrée de l'écosystème économique de Sophia Antipolis et lieu emblématique de la fertilisation croisée.
  - ii. L'amélioration de la visibilité et la lisibilité des actions du CNRS sur le territoire des Alpes Maritimes pour les acteurs économiques du territoire voire le grand public:
    - Création d'une cartographie des laboratoires du CNRS mettant en avant pour chaque laboratoire leurs domaines de recherche, leurs plateformes technologiques et leurs projets clés.

Ce soutien sera facilité par la mise en place de relations étroites entre les personnes en charge de la communication du CNRS Délégation Côte d'Azur et de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DTSA).

Par ailleurs, le CNRS veillera à valoriser le territoire et la technopole dans sa communication régionale, nationale et internationale en mentionnant systématiquement la localisation du laboratoire lorsque celui-ci est situé sur la technopole de Sophia Antipolis.

3. Soutenir la création et le développement de projets collaboratifs en partenariat avec les acteurs économiques et académiques du territoire à travers les actions suivantes :
  - i. Pour toutes les entreprises du territoire (en particulier startups et PME) :
    - Identification et développement des opportunités de projets collaboratifs pour favoriser l'écosystème en lien avec les filières clés de la technopole, notamment véhicule autonome et biotech/santé, bluetech, mise en relation entreprises laboratoires dans le cadre de la préservation de l'emploi en R&D du plan de relance ;
    - Création d'un parcours doctorants avec l'association Recherche et Avenir : présentation des doctorants à l'association dans le but d'identifier des collaborations avec les entreprises du territoire et ainsi de favoriser la localisation durable des talents du territoire et les aider à trouver un emploi sur la technopole.
  - ii. Pour les startups du territoire :
    - Initier et renforcer les relations avec la pépinière d'entreprises Business Pôle et le futur Pôle de l'Innovation pour les projets innovants et spin-offs issus des laboratoires du CNRS;

- Informer systématiquement l'équipe du Business Pôle de la sortie d'une spin-off d'un laboratoire du CNRS afin que la CASA puisse informer celle-ci de l'offre d'hébergement et d'accompagnement proposée ;
- Présenter une fois par an minimum les laboratoires et les plateformes technologiques aux startups hébergées au Business Pôle et au futur Pôle de l'Innovation pour les sensibiliser aux sujets de recherche et initier des opportunités de collaboration entre chercheurs et entreprises ;

Ce soutien sera facilité par la mise en place de relations étroites entre le Service Partenariat et la Valorisation du CNRS Délégation Côte d'Azur et de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DTSA).

4. Contribuer activement au rayonnement du territoire à travers la thématique Intelligence Artificielle (I.A.) les actions suivantes :
  - i. Participation et collaboration active des chercheurs et doctorants du CNRS dans le cadre du SophI.A. Summit :
    - Incitation active des équipes de recherche à mobiliser leurs réseaux respectifs pour promouvoir le Summit et relayer le call for papers notamment à l'international ;
    - Mobilisation des doctorants pour participer à l'organisation de l'événement (ex : assister aux conférences pour rédiger les éléments destinés aux communiqués de presse, entrer en contact avec des influenceurs IA pour les inciter à relayer le Summit) ;
    - Présence de chercheurs CNRS au sein du comité scientifique et lors de l'événement (ex : soumissions de papiers, posters et démos, stand...) ;
    - La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises et laboratoires de la thématique IA susceptible de faire l'objet d'articles dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse du SophI.A. Summit.
  - ii. Contribution au développement et à la mise en avant du 3IA Côte d'Azur :
    - Réalisation par le GREDEG d'une étude sur l'émergence et le développement de l'écosystème IA sur le territoire azuréen d'une durée de 5 ans. Cette étude fait par ailleurs l'objet d'une convention de partenariat financier passée entre UCA et la CASA dans le cadre du 3IA Côte d'Azur par délibération en bureau communautaire du 9 novembre 2020.

### **ARTICLE 3 : SUIVI ANNUEL DE LA CONVENTION**

Un point semestriel et un rendez-vous annuel seront organisés entre le CNRS et la DTSA afin de faire le point sur ces sujets. Les Parties s'engagent à s'informer mutuellement, dans leurs domaines communs de collaboration énoncés ci-dessus. A cet effet, elles échangeront tous documents, publications et informations de nature susceptibles de faciliter la connaissance réciproque de leurs travaux en cours ou achevés et des modalités administratives de leur exécution.

Un programme d'actions annuel sera défini conjointement par la CASA et le CNRS et fera l'objet d'une réunion préparatoire organisée en chaque fin d'année en prévision de l'année suivante.

Ce plan d'actions sera élaboré en fonction des orientations stratégiques, définies dans la convention cadre.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENT RECIPROQUE DES PARTIES**

Les parties s'engagent à garantir les conditions de réalisation de la présente convention-cadre. A cet effet, les parties assureront un suivi régulier de la convention de partenariat :



- Point semestriel d'information et d'échanges entre les techniciens de la CASA et du CNRS;
- Réunion de préparation du plan d'action annuel animée par les représentants de chaque structure ;
- Présentation annuelle du bilan.

Il est convenu que toute publicité ou exploitation des éléments et informations relatifs aux actions menées dans le cadre de ce partenariat, ainsi que toute publication devra citer nommément les partenaires et avoir fait l'objet de leur validation.

Le CNRS et la CASA s'engagent mutuellement :

- à s'informer mutuellement des projets de recherche envisagés ou mis en place sur le territoire, en particulier sur les thématiques santé/biotechs et sur l'IA ;
- à solliciter prioritairement le partenaire pour les travaux pouvant lui être confiés ;
- à faire référence à son partenaire dans les diverses opérations de communication et de promotion qu'elle réalise dans le cadre de ce partenariat ;
- à apposer le logo de la CASA et du CNRS, ou à faire mention de sa contribution sur tous les supports de communication qu'elle diffuse au long du partenariat sur les événements et projets considérés comme majeurs.

#### **ARTICLE 5 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention cadre, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la présente convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans l'article 1.

#### **ARTICLE 6 : DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle est renouvelable après concertation par voie d'avenant pour des périodes de même durée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le CNRS

Le Président Directeur Général

**ANTOINE PETIT**

Pour la Communauté  
d'Agglomération  
Sophia Antipolis

Le Président

**JEAN LEONETTI**



## DECRET

### Décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique.

Version consolidée au 04 septembre 2010

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 45-2832 du 2 novembre 1945 réorganisant le Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 82-180 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

Vu le décret n° 80-31 du 17 janvier 1980 fixant le statut des chercheurs contractuels du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 82-850 du 27 juillet 1982 relatif aux sections du comité national de la recherche scientifique ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

## ► TITRE Ier : Dispositions générales.

### Article 1 En savoir plus sur cet article...

Modifié par Décret 84-154 1984-03-01 art. 1 JORF 3 mars 1984

Le Centre national de la recherche scientifique est un établissement public national à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche.

### Article 2 En savoir plus sur cet article...

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 2

Dans le cadre de la politique scientifique définie par le Gouvernement, en relation avec les besoins culturels, économiques et sociaux de la nation et en liaison avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le Centre national de la recherche scientifique a pour missions :

- d'identifier, d'effectuer ou de faire effectuer, seul ou avec ses partenaires, toutes recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays ;
- de contribuer à l'application et à la valorisation des résultats de ces recherches ;
- de développer l'information scientifique, en favorisant l'usage de la langue française ;
- d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche ;
- de participer à l'analyse de la conjoncture scientifique nationale et internationale et de ses perspectives d'évolution en vue de l'élaboration de la politique nationale dans ce domaine.

Pour l'accomplissement de ces missions, le Centre national de la recherche scientifique peut notamment :

- créer, gérer et subventionner des unités de recherche ;
- contribuer au développement de recherches entreprises dans les laboratoires relevant d'autres organismes publics de recherche, des universités et autres établissements d'enseignement supérieur, des entreprises nationales, des entreprises et des centres de recherche privés ;
- mettre en oeuvre des programmes de recherche et de développement technologique ;
- recruter et affecter des personnels de recherche dans la limite des emplois autorisés par la loi de finances ;
- construire et gérer, le cas échéant, dans le cadre d'accords nationaux ou internationaux, des grands équipements de recherche ;
- constituer des filiales et prendre des participations ;
- participer, notamment dans le cadre des structures de coopération régies par les dispositions du titre IV du livre III du code de la recherche, à des actions menées en commun avec des services de l'Etat, des collectivités locales ou d'autres organismes publics ou privés, français ou étrangers ;
- participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'accords de coopération scientifique internationale et de coopération pour le développement ;
- assurer l'élaboration et la diffusion de la documentation scientifique et la publication des travaux.

### Article 3 En savoir plus sur cet article...

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 3

Le Centre national de la recherche scientifique est administré par un conseil d'administration présidé par le président du centre.

Le président du centre assure la direction générale de l'établissement.

Il est assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués.

Le comité national de la recherche scientifique, placé auprès du Centre, est une instance de conseils scientifiques et d'évaluation. Il comprend des représentants élus des personnels de recherche. Il est composé :

- d'une part des sections spécialisées par discipline, des commissions interdisciplinaires et des conseils scientifiques d'institut ;
- et d'autre part du conseil scientifique.

Les unités de recherche relevant du Centre national de la recherche scientifique sont dotées d'instances consultatives, les conseils de laboratoires, où sont représentés les personnels. Des conseils de laboratoires peuvent être créés dans les unités associées au centre dans les conditions prévues à l'article 17.

### **Article 3-1 En savoir plus sur cet article...**

Créé par Décret n°2000-1059 du 25 octobre 2000 - art. 3 JORF 28 octobre 2000

Le président du centre est choisi parmi les personnalités ayant une compétence dans le domaine de la recherche scientifique et technologique. Il est nommé sur proposition du ministre chargé de la recherche pour une durée de quatre ans. Il ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

## **► TITRE II : Le conseil d'administration.**

### **Article 4 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 4

Outre le président du centre, le conseil d'administration comprend :

1° Trois représentants de l'Etat :

- un membre nommé par le ministre chargé de la recherche ;
- un membre nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- un membre nommé par le ministre chargé du budget.

Un suppléant est désigné dans les mêmes conditions pour chacun de ces membres ;

2° Le premier vice-président de la conférence des présidents d'université ou un autre membre de cette instance désigné par lui ;

3° Quatre membres élus, pour une durée de quatre ans, par les personnels du centre et parmi eux. Deux d'entre eux sont choisis parmi les personnels appartenant aux corps de chercheurs et les deux autres parmi les personnels appartenant aux corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche. Les modalités d'élection sont fixées par arrêté du ministre chargé de la recherche ;

4° Douze personnalités qualifiées nommées pour une durée de quatre ans par arrêté du ministre chargé de la recherche, choisies :

- a) Pour quatre d'entre elles en raison de leur compétence scientifique et technologique ;
- b) Pour quatre d'entre elles parmi les personnalités représentatives du monde du travail ;
- c) Pour quatre d'entre elles en raison de leur compétence dans le domaine économique et social.

Le mandat des membres élus prend effet à la date du décret de nomination des membres nommés au titre du 4°.

Les membres mentionnés au 3° et au 4° ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs.

Le président du conseil scientifique, les directeurs généraux délégués, l'autorité chargée du contrôle général économique et financier et l'agent comptable assistent aux séances avec voix consultative.

Le président du centre peut appeler à participer aux séances, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Toute vacance par décès, démission, empêchement supérieur à un an, ou perte de la qualité au titre de laquelle les membres du conseil d'administration ont été nommés ou élus, donne lieu à remplacement pour la durée du mandat restant à courir, si cette vacance intervient plus de six mois avant l'expiration du mandat.

### **Article 5 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 5

Le conseil d'administration analyse et fixe, après avis du conseil scientifique, les grandes orientations de la politique du centre en relation avec les besoins culturels, économiques et sociaux de l'ensemble de la nation. Il définit les principes qui régissent ses relations avec les partenaires socio-économiques ainsi qu'avec les universités et les organismes nationaux, étrangers ou internationaux intervenant dans ses domaines d'activité. Il délibère sur :

1° Les mesures générales relatives à l'organisation et au fonctionnement du centre, notamment la création d'instituts, de directions ou services et la mise en place de programmes interdisciplinaires ;

2° Le budget et, sous réserve des dispositions du cinquième alinéa de l'article 6, ses modifications ; après avis du conseil scientifique, les modalités de répartition des moyens financiers et humains entre les instituts mentionnés à l'article 12, les programmes interdisciplinaires et les services communs ;

3° Après avis du conseil scientifique, le plan stratégique et le contrat pluriannuel prévu à l'article L. 311-2 du code de la recherche ;

4° Le rapport annuel d'activité ;  
5° Le compte financier ;  
6° La politique d'action sociale ;  
7° Les emprunts ;  
8° Les acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles ;  
9° Les baux et locations d'immeubles ;  
10° L'aliénation des biens mobiliers ;  
11° L'acceptation des dons et legs ;  
12° Les actions en justice et les transactions ainsi que le recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de contrats de recherche passés avec des organismes étrangers ;  
13° Les créations de filiales et les prises, cessions et extensions de participations financières ;  
14° La participation à des organismes dotés de la personnalité morale ;  
En ce qui concerne les matières énumérées aux 8°, 9°, 10°, 11°, 12° et 14°, il peut déléguer une partie de ses pouvoirs au président.  
Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

#### **Article 6 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 6

Les délibérations du conseil d'administration autres que celles mentionnées aux alinéas suivants sont exécutoires quinze jours après leur réception par le ministre chargé de la recherche, si celui-ci n'y a pas fait opposition dans ce délai. En cas d'urgence, ce dernier peut en autoriser l'exécution immédiate.  
Les délibérations portant sur les emprunts, les acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles et les participations à des organismes dotés de la personnalité morale autres que les groupements d'intérêt public sont exécutoires un mois après leur réception par les ministres chargés de la recherche et du budget, si l'un de ceux-ci n'y a pas fait opposition dans ce délai.  
Les délibérations portant sur les créations de filiales et les prises, cessions ou extensions de participations financières sont exécutoires un mois après leur réception par les ministres chargés de la recherche, du budget et de l'économie, si l'un de ceux-ci n'y a pas fait opposition dans ce délai.  
Les délibérations à caractère budgétaire et relatives au compte financier sont adressées aux ministres chargés de la recherche et du budget. Elles sont exécutoires dans les conditions prévues par le [décret n° 99-575 du 8 juillet 1999](#) relatif aux modalités d'approbation de certaines décisions financières des établissements publics de l'Etat.  
Sont seules soumises au conseil d'administration ainsi qu'à l'approbation des autorités de tutelle et du ministre chargé du budget les modifications du budget qui comportent soit une augmentation du montant global des dépenses inscrites au budget de l'établissement, soit une augmentation des dépenses ou agrégats de dépenses dont le caractère limitatif est prévu par l'[article 9 du décret n° 2002-252 du 22 février 2002](#) relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics à caractère scientifique et technologique.

#### **Article 7 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 7

Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du président du centre qui fixe l'ordre du jour.  
Le conseil ne délibère valablement que si la moitié de ses membres est présente ou participe à la séance par des moyens de visioconférence ou de communication électronique permettant l'identification de ces membres et leur participation effective à une délibération collégiale. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de vingt jours ; il délibère alors sans condition de quorum.  
Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés par un administrateur auquel ils ont donné mandat ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

## ► TITRE III : Organisation générale du centre

### ► Chapitre Ier : La direction du centre.

#### **Article 8 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Le président du centre définit la politique générale de l'établissement dans le cadre des orientations arrêtées par le conseil d'administration et assure la direction scientifique, administrative et financière du centre.

Il veille à l'équilibre entre les différentes disciplines.

Il fixe l'ordre du jour, prépare les délibérations du conseil d'administration et s'assure de leur exécution.

Il assure les relations du centre avec les partenaires socio-économiques ainsi qu'avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les organismes nationaux et étrangers et les organisations internationales intervenant dans ses domaines d'activité.

Il est ordonnateur principal des dépenses et des recettes. Il peut désigner des ordonnateurs secondaires qui peuvent déléguer leur signature.

Il gère le personnel.

Il représente le centre dans tous les actes de la vie civile et dans ses rapports avec les tiers. Il le représente en justice.

Il peut déléguer sa signature. Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs aux directeurs généraux délégués, aux directeurs d'institut, aux délégués régionaux et à d'autres agents désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative ou scientifique dans l'établissement ou dans une unité, un groupement ou un institut national commun avec d'autres organismes. Ces agents peuvent déléguer leur signature.

**Article 9 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Les directeurs généraux délégués sont nommés par le président. L'un d'eux est choisi en raison de ses compétences scientifiques.

**Article 10 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Les délégués régionaux assurent la représentation du centre et coordonnent ses activités dans leur circonscription. Ils sont nommés par le président.

**Article 11 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

L'agent comptable de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé du budget. Des comptables secondaires peuvent être désignés par le président du centre après avis de l'agent comptable principal et avec l'agrément du ministre chargé du budget.

**Article 7-1 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 5 JORF 14 février 2007

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 6 JORF 14 février 2007

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

► **Chapitre II : Les instituts.**

**Article 12 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Le Centre national de la recherche scientifique est organisé en instituts.

Dans le cadre de la politique scientifique du centre, les instituts animent et coordonnent l'action d'un ensemble cohérent d'activités scientifiques relevant d'une ou plusieurs disciplines.

Les instituts organisent un réseau d'unités de recherche dans leur champ disciplinaire.

A ce titre, ils ont pour mission de :

1° Mener des recherches ;

2° Contribuer au développement de recherches entreprises dans les laboratoires relevant d'autres instituts ou d'autres personnes morales publiques ou privées.

Le ministre chargé de la recherche peut confier aux instituts des missions nationales d'animation et de coordination dans un domaine scientifique.

**Article 13 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Les instituts sont créés, supprimés ou transformés par décision du président du centre, après avis du conseil scientifique et approbation du conseil d'administration.

Le président du centre définit l'organisation et le fonctionnement de chaque institut.

**Article 14 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9



Les instituts comprennent un conseil scientifique dont les attributions et la composition sont fixées à l'article 26.

S'ils sont investis d'une ou plusieurs missions nationales, les instituts comprennent également un conseil d'orientation qui assure la représentation des différents opérateurs concernés. Les attributions et la composition de ce conseil sont fixées par arrêté du ministre chargé de la recherche.

**Article 15 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

Les instituts sont dirigés par un directeur nommé par le président du centre.

L'ensemble des directeurs d'institut, sous l'autorité du président, participent avec le conseil scientifique à l'élaboration de la politique scientifique du centre. Ils mettent en œuvre les orientations scientifiques du centre dans le champ d'intervention de l'institut qu'ils dirigent.

Les directeurs des instituts peuvent être assistés d'un ou plusieurs directeurs adjoints, nommés par le président du centre, sur proposition du directeur de l'institut.

**Article 16 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 9

L'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules, créé par le décret n° 84-667 du 17 juillet 1984, et l'Institut national des sciences de l'univers, créé par le décret n° 85-218 du 13 février 1985, exercent des missions nationales et sont des instituts au titre du présent chapitre.

► CHAPITRE Ier : La direction générale. (abrogé)

► Chapitre III : Les unités de recherche.

**Article 17 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 10

Les unités de recherche propres du centre national de la recherche scientifique sont créées par décision du président du centre, après avis des instances compétentes du comité national. Des unités de recherche relevant d'organismes extérieurs peuvent être associées au centre national de la recherche scientifique en vertu de conventions prévoyant notamment l'affectation de personnels de recherche ainsi que l'attribution de moyens par le centre.

La transformation d'une unité associée au centre en une unité propre ou la transformation d'une unité propre en une unité associée au centre requiert l'accord des autorités de l'organisme extérieur intéressé.

Ces unités peuvent recevoir, sous forme de dotations globales, les crédits qui leur sont alloués au titre du fonctionnement, des missions, du petit et moyen équipement.

**Article 18 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 10

Les responsables des unités de recherche sont nommés par le président du Centre national de la recherche scientifique, après avis des instances compétentes du comité national et du conseil de laboratoire. Les responsables des unités associées au centre sont nommés conjointement par le président du centre et par les autorités dont dépendent ces unités.

Les fonctions des responsables de ces unités ont une durée de quatre ans. Nul ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs en qualité de responsable de la même unité.

En cas de réorganisation conduisant à la suppression d'une unité, il peut être mis fin dans les conditions définies au premier alinéa aux fonctions de son responsable.

**Article 19 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 10

En cas de défaillance d'un responsable d'unité dans l'exercice de ses fonctions, le président du centre peut prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile au bon fonctionnement du laboratoire ; il en informe le conseil scientifique lors de sa plus prochaine séance.

Pour les unités associées au centre, ces mesures sont prises avec l'accord des autorités dont elles dépendent.

► CHAPITRE II : Les unités de recherche. (abrogé)

► CHAPITRE III : Les instituts nationaux. (abrogé)

► Chapitre IV : Le comité d'éthique.

**Article 20 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 11

Le conseil d'administration détermine la composition et les conditions de fonctionnement d'un comité d'éthique compétent pour ce qui concerne les activités du centre. L'avis de ce comité peut être demandé par le conseil d'administration et le conseil scientifique. Le comité peut se saisir de toute question qu'il juge pertinente.

Les membres du comité sont nommés par le président du centre sur proposition du conseil d'administration.

**Article 21 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 11 JORF 14 février 2007

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 5 JORF 14 février 2007

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

► CHAPITRE IV : Le comité d'évaluation externe et le comité d'éthique. (abrogé)

► Chapitre V : Le comité d'évaluation externe et le comité d'éthique. (abrogé)

**Article 21-1 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 5 JORF 14 février 2007

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

**Article 21-2 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2007-195 du 12 février 2007 - art. 5 JORF 14 février 2007

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

► TITRE IV : Le Comité national de la recherche scientifique

► Chapitre Ier : Les sections.

**Article 22 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 12

La composition des sections du comité national, les modalités d'élection et de désignation de leurs membres, ainsi que leurs règles de fonctionnement sont fixées par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la recherche.

La liste des sections du Comité national de la recherche scientifique compétentes pour chaque institut est arrêtée par décision du président du centre après avis du conseil scientifique et délibération du conseil d'administration.

**Article 23 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 13

Le nombre et la spécialité des sections sont fixés par arrêté du ministre chargé de la recherche, sur proposition du président du centre, après avis du conseil scientifique et du conseil d'administration. Les sections sont consultées sur la création, le renouvellement et la suppression des unités de recherche. Pour rendre leurs avis, elles s'appuient sur les évaluations de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Elles procèdent à l'analyse de la conjoncture scientifique et de ses perspectives et peuvent être, plus généralement consultées sur toutes questions relevant de leur domaine.

Elles exercent les compétences qui leur sont dévolues par les statuts des personnels du centre.

Le président du centre les informe de ses décisions.

## ► Chapitre II : Les commissions interdisciplinaires.

### **Article 24 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 14

Des commissions interdisciplinaires, compétentes pour des domaines d'activité concernant plusieurs sections ou instituts, peuvent être créées par arrêté du ministre chargé de la recherche, sur proposition du président, après avis du conseil scientifique et accord du conseil d'administration.

Les commissions interdisciplinaires sont composées pour les deux tiers par des membres élus au sein du comité national par les sections concernées et, pour un tiers, par des membres nommés par le ministre chargé de la recherche, après avis du président du centre.

Chaque commission élit son président en son sein.

Tout ou partie des attributions prévues à l'article 23 pour les sections peut être transféré aux commissions interdisciplinaires, pour les domaines d'action entrant dans leur compétence.

### **Article 25 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 15

Des commissions interdisciplinaires, compétentes pour des domaines d'activité concernant le transfert des connaissances, les applications de la recherche, l'information scientifique et sa diffusion et l'administration de la recherche peuvent être créées par arrêté du ministre chargé de la recherche, sur proposition du président du centre, après avis du conseil scientifique et accord du conseil d'administration.

Ces commissions sont composées pour les deux tiers par des membres élus au sein du comité national par l'ensemble des sections et, pour un tiers par des membres nommés par le ministre chargé de la recherche, après avis du président du centre. Chaque commission élit son président en son sein.

Les chercheurs sont rattachés à ces commissions sur leur demande tout en continuant à relever, pendant une durée de cinq ans, d'une section ou d'une commission interdisciplinaire prévue à l'article 24. Ces commissions exercent, à l'égard des chercheurs qui leur sont rattachés, les compétences dévolues aux sections par les statuts de ces personnels. Toutefois, elles ne sont pas habilitées à se prononcer sur les recrutements.

Tout ou partie des attributions prévues au deuxième alinéa de l'article 23 du présent décret pour les sections peuvent être transférées à ces commissions, pour les domaines d'action entrant dans leur compétence.

## ► CHAPITRE III : Les conseils scientifiques d'institut.

### **Article 26 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 16

Le conseil scientifique d'institut conseille et assiste par ses avis et ses recommandations le directeur de l'institut de manière prospective sur la pertinence et l'opportunité des projets et activités de l'institut.

Le conseil scientifique d'institut comprend :

1° Des membres élus directement par et parmi les personnels du centre et les personnes qui contribuent aux activités de ce dernier ;

2° Des membres nommés par le président après avis du conseil scientifique du centre, en nombre égal aux membres élus, et comprenant des personnalités étrangères dont la moitié au moins exerce dans des pays de l'Union européenne autres que la France ;

Le directeur de l'institut assiste de droit aux séances du conseil scientifique d'institut ;

Le mandat des membres du conseil scientifique d'institut est de quatre ans, renouvelable une fois. Cette durée peut être réduite ou prorogée, dans la limite d'un an, par décision du président, pour les besoins de l'organisation des élections du comité national ;

Le conseil scientifique d'institut élit son président ;

Le conseil scientifique se dote d'un règlement intérieur précisant ses modalités de fonctionnement.

### **Article 27 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°89-947 du 22 décembre 1989 - art. 8 JORF 30 décembre 1989

Modifié par Décret n°2000-1059 du 25 octobre 2000 - art. 22 JORF 28 octobre 2000

Modifié par Décret n°2000-1059 du 25 octobre 2000 - art. 24 JORF 28 octobre 2000

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

## ► Chapitre IV : Le conseil scientifique.

### **Article 28 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 16

Le conseil scientifique du Centre national de la recherche scientifique, veille à la cohérence de la politique scientifique du centre en liaison avec l'ensemble des instances scientifiques consultatives énumérées ci-dessus. Il donne son avis sur les grandes orientations de la politique scientifique du centre, ainsi que sur les principes communs d'évaluation de la qualité des recherches et des chercheurs. Il donne également son avis sur la création ou la suppression de programmes intéressant plusieurs instituts, d'un institut ou d'une unité de recherche et sur les propositions de nomination aux grades de directeur et de maître de recherche pour les personnels qui restent régis par les dispositions du décret du 17 janvier 1980 susvisé. Le président lui rend compte annuellement de la mise en oeuvre de ses recommandations.

### **Article 29 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 17

Le conseil scientifique du Centre national de la recherche scientifique comprend :

- a) Onze membres élus directement par les personnels propres du centre et par les personnes qui contribuent aux activités de ce dernier ;
- b) Onze personnalités, dont trois appartenant au monde économique, nommées en raison de leur compétence scientifique par arrêté du ministre chargé de la recherche sur proposition du président du centre ;
- c) Huit personnalités scientifiques étrangères, dont cinq au moins exerçant leur activité dans un pays de l'Union européenne autre que la France, nommées par arrêté du ministre chargé de la recherche sur proposition des membres siégeant au titre des a et b ci-dessus.

Le mandat des membres élus ou nommés est de quatre ans. Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs.

Nul ne peut être membre du conseil scientifique s'il est membre du conseil d'administration ou d'une section du comité national.

Le président du conseil scientifique est élu en son sein.

Le conseil scientifique se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour après avis du président du centre.

Le président du centre assiste aux séances du conseil scientifique.

Les directeurs d'institut peuvent être entendus en tant que de besoin par le conseil scientifique.

Le président peut appeler à participer aux séances, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Un arrêté du ministre chargé de la recherche fixe le mode d'élection et les règles de fonctionnement du conseil scientifique.

Le conseil scientifique définit son organisation interne.

## ► Chapitre V : Dispositions communes.

### **Article 30 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

### **Article 31 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

### **Article 32 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

### **Article 33 (abrogé) En savoir plus sur cet article...**

Abrogé par Décret n°2009-1348 du 29 octobre 2009 - art. 8

### **Article 33-1 En savoir plus sur cet article...**

Modifié par Décret n°2010-1035 du 1er septembre 2010 - art. 9 (V)

Le présent décret peut être modifié par décret en Conseil d'Etat .

## ► TITRE V : Dispositions finales.



### **Article 34 En savoir plus sur cet article...**

Le décret n° 79-778 du 10 septembre 1979 portant organisation du Centre national de la recherche scientifique est abrogé.

Toutefois, le conseil du Centre national de la recherche scientifique, le comité scientifique et les comités sectoriels sont maintenus avec la composition et les attributions prévues audit décret, jusqu'au 1er mars 1983. Les dispositions du présent décret relatives au conseil d'administration et au comité national de la recherche scientifique entrent en vigueur à cette date.

Le comité consultatif des personnels est maintenu avec la composition et les attributions prévues au décret précité du 10 septembre 1979, jusqu'à la mise en place du comité technique paritaire prévu au présent décret.

### **Article 35**

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, le ministre de l'économie et des finances, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Par le Premier ministre :

PIERRE MAUROY.

Le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, JEAN-PIERRE CHEVENEMENT.

Le ministre de l'économie et des finances, JACQUES DELORS.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, LAURENT FABIUS.

Le ministre de l'éducation nationale, ALAIN SAVARY.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/07/2021  
Numéro : CC\_2021\_084  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Centre National de la Recherche Scientifique -  
Convention cadre de partenariat 2021-2025  
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : p9Uj3sp

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/07/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC\_2021\_084-DE

**Acte reçu**

Date : 05/07/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_084  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 6  
Objet : Centre National de la Recherche Scientifique - Convention cadre de partenariat 2021-2025  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_084-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_084-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_084-DE-1-1\_3.PDF

N